



Première guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie. Non à la guerre, non à l'OTAN. Professeur Michel Chossudovsky

Le peuple serbe ne doit pas permettre à la philanthropie d'entreprises et aux ONG de travailler contre leur pays

Par [Prof Michel Chossudovsky](#) et [Nikola Belic](#)

Mondialisation.ca, 30 mars 2025

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

[Ceci est une traduction en français de la version anglaise traduite par l'IA de l'article original publié en serbe sur politika.rs, corrections et édition par l'auteur.]

L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France veulent poursuivre la guerre en Ukraine parce qu'elles ont des régimes proxy, qui sont liés au parti démocrate des États-Unis et aux représentants des politiques d'Obama et de Biden.

Comment devrions-nous voir ces événements du point de vue d'aujourd'hui ?

Ils ont attaqué la Serbie, ou plutôt la République fédérale de Yougoslavie, sous prétexte d'une intervention humanitaire, avec une forte condamnation et une diabolisation de Slobodan Milošević, mais aussi de tout le peuple. J'ai commencé à aborder la question de la Yougoslavie plus tôt, dans le contexte de ce qui arrivait à son économie au cours des années 1980. Cela a conduit à ce qu'on a appelé une guerre civile. Mais ce n'était pas une guerre civile.

Il y avait deux éléments qui, je pense, étaient cruciaux, l'un était les médias occidentaux et la façon dont ils ont menti et dissimulé les crimes commis par les forces de l'OTAN.

L'autre élément est la soi-disant gauche, les partis « progressistes », tant aux États-Unis qu'en Europe occidentale. Ils ont même dépeint l'AKLA comme des « combattants de la liberté », ils sont allés jusqu'à citer Marx ou Lénine dans ce contexte.

Ils ont même dit que l'ALK [Armée de libération du Kosovo] était liée au crime organisé, mais ils l'ont justifié en disant qu'ils avaient besoin d'argent pour mener à bien la révolution.

La machine de propagande derrière tout cela était soigneusement organisée.



Armes confisquées au ALK, juillet 1999 (domaine public)

Était-ce alors, à la fin du XXe siècle et au début de ce siècle, lorsque tout cela se passait en Serbie, que la puissance de cette machinerie et de l'Occident était à son apogée ?

Si vous regardez la chronologie des événements de la fin des années 1980 et du début des années 1990, la réponse est – oui, c'était le cas. Et ce n'était pas limité à la fin de la guerre froide. Il y a eu des changements dans le système des Nations Unies pour s'adapter à cette forme d'interventionnisme. Ils ont dirigé les mêmes politiques économiques contre l'Amérique latine que celles menées contre la Russie ou l'Ukraine, par exemple.

Et contre la Serbie, c'est-à-dire la Yougoslavie. En Yougoslavie, le pic de la crise économique a été en janvier 1990, en Pologne en 1989, le soi-disant Big Bang, au Pérou et au Nicaragua au début des années 1990.

Et nous ne parlons pas du Pérou, par exemple, souvent parce que c'était censé être une démocratie, pas un gouvernement militaire. Mais c'était bien pire que tout ce que vous pouvez imaginer sous un gouvernement militaire. Le prix du carburant a été multiplié par 31 en une nuit, ce qui a déclenché une véritable catastrophe économique et sociale.

Nous assistons à la mise en place de changements mondiaux fondamentaux, annoncés après la victoire du président Donald Trump aux élections américaines, avec la volonté de Washington de négocier avec Moscou pour parvenir à la paix en Ukraine. Peut-on dire que le monde est aujourd'hui plus proche de la Troisième Guerre mondiale ou qu'émerge la crise la plus grave depuis la fin de la guerre froide ?

Ce n'est pas une question facile. Il y a plusieurs aspects positifs concernant les négociations avec la Russie. Mais ils ont également imposé des sanctions à la Russie, et le fait qu'ils refusent de se retirer du territoire russe, je me réfère à Koursk.

L'autre dimension est qu'ils refusent de reconnaître dans les médias que l'Ukraine est dirigée par un gouvernement nazi. Avec Zelensky en tant que juif russe qui ne parle même pas ukrainien, et il est soutenu par un régime nazi. Ces contradictions devront être résolues à un moment donné, ainsi que le fait qu'il y a eu un coup d'État parrainé par les États-Unis en 2014.

J'ai connu deux coups d'État militaires dans ma vie au Chili en 1973 et en Argentine en 1976, tous deux parrainés par les États-Unis. À bien des égards, ils étaient moins dévastateurs par rapport aux États-Unis de février 2014. Coup d'État contre l'Ukraine.

Aujourd'hui, nous avons beaucoup plus d'informations sur ce qui s'est passé. Nous sommes au courant de l'appel téléphonique de Victoria Nuland à l'ambassadeur américain à Kiev, Geoffrey Pyatt. Cette conversation a été divulguée et rendue publique.

L'ironie amère est que ce coup d'État américain de 2014 a soutenu deux partis nazis, Svoboda et Right Sector, qui sont largement originaires de la Seconde Guerre mondiale pendant l'occupation nazie de l'Ukraine. L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) a activement collaboré avec la Wehrmacht et les forces d'occupation de l'Allemagne nazie. L'OUN a été impliqué dans le meurtre de Juifs, à savoir l'Holocauste ainsi que dans les

camps de concentration.



Un manifestant joue sur le toit d'un bus « Berkut » brûlé. La barricade à travers la rue Hrushevskoho. Kiev, le 10 février 2014. (Sous licence CC BY-SA 3.0)

Un autre élément des négociations qui nous ramène au début est que la Russie ne permettra pas à l'OTAN de s'étendre si près de ses frontières.

Mais ce que nous avons maintenant, c'est une combinaison de conflits économiques et armés. L'un des obstacles, comme vous l'avez suggéré dans votre question, est que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France veulent maintenant poursuivre la guerre.

Pourquoi ?

Ceci est basé sur le fait que ces trois pays ont des régimes de procuration, qui sont soutenus et contrôlés par de puissants intérêts financiers. Et les politiciens sont corrompus.

Il est également important de noter que ces trois gouvernements ont travaillé main dans la main avec les représentants des administrations Obama et Biden, qui ont refusé d'accepter le rétablissement des relations diplomatiques avec la Russie.

Je ne pense pas qu'ils aient changé, ils sont liés au Parti démocrate aux États-Unis. Ils sont toujours dirigés par les États-Unis, mais pas par les politiques de Donald Trump, mais par le Parti démocrate. L'ensemble de l'Union européenne est toujours dollarisé, tant l'UE elle-même que les États membres individuels. Ils sont victimes de la politique étrangère américaine. Trois personnalités sont liées à de puissants intérêts financiers. Keir Starmer,

qui a mené sa campagne électorale dans les Alpes suisses, c'est-à-dire Davos (2024). Emmanuel Macron est un ancien employé des Rothschild. La question de l'Allemagne est cruciale. Ces trois personnes sont des traîtres à leur pays. Et Olaf Scholz est plus qu'un traître, car il a permis la destruction de Nord Stream 2.

Avez-vous déjà considéré les messages de Joseph Biden selon lesquels il n'y aurait plus de gazoduc Nord Stream 2 comme un acte de guerre contre l'Europe ?

Ce n'était pas une opération secrète, comme l'ont annoncé Biden et Scholz lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, en cas d'intervention de la Russie.

Juridiquement parlant, l'attaque contre Nord Stream est un acte de guerre. Mais en ce qui concerne Scholz, c'était de la trahison. D'autres dirigeants ont également travaillé contre le peuple européen. Une guerre économique se déroulait, et la différence est que des alliés d'autres pays européens et de l'OTAN ont été utilisés pour appauvrir l'Europe et détruire l'identité européenne. C'est peut-être la raison pour laquelle le président Trump est un peu confus, car il a du mal à comprendre ce qui se passait dans la période précédente. Et maintenant, après la question de Nord Stream, trois pays (Le Royaume-Uni est sur le point de déclarer la guerre à la Russie). Tout cela alors qu'ils sont victimes d'une guerre économique contre l'Europe, dont le but est d'appauvrir les populations. Même d'un point de vue militaire, l'attaque de Nord Stream est un acte de guerre, car il est situé dans les eaux territoriales de plusieurs pays européens. Et c'était un acte délibéré de l'ancien président américain.

La Russie n'est-elle pas la seule cible de cette guerre ?

Les États-Unis sont aussi une guerre contre l'UE. Nous le savons depuis la dollarisation, dont la représentante est la directrice de la Banque centrale de l'UE, Christine Lagarde, qui a également un casier judiciaire.. Les États-Unis préfèrent les personnes ayant un casier judiciaire parce qu'il est beaucoup plus facile de négocier avec eux. Tels sont Netanyahu, Lagarde ou Thaci. Il y a aussi le casier judiciaire du général Michael Jackson, qui est rarement mentionné. Il était le commandant en chef lors du massacre du Bloody Sunday en Irlande du Nord dans les années 1970. La vraie question est de savoir pourquoi l'OTAN embauche une personne qui a tué des civils et qui a un casier judiciaire. Il était actif avant même de venir au Kosovo en 1999, il était en Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'en Croatie. Cela s'est passé sous le commandement de l'OTAN, mais dans certaines situations aussi de l'ONU.

Lorsque vous regardez la situation mondiale actuelle, comment évaluez-vous la politique indépendante et souveraine que la Serbie a menée au cours de la dernière décennie ? Cela provoque-t-il le mécontentement parmi les puissances occidentales et pourrait-il être un déclencheur d'une soi-disant révolution des couleurs ?

C'est une question difficile et je ne voudrais pas m'immiscer dans la politique interne de la Serbie. Cependant, je pense que les Serbes doivent comprendre l'histoire et la situation d'aujourd'hui, qui est très grave, surtout d'un point de vue économique. Les Serbes sont appauvris, les jeunes générations ne se souviennent pas de ce à quoi ressemblait la Yougoslavie. Beaucoup ne le comprennent pas, tout comme les gens en Europe en général.

C'est une conséquence de l'agenda néolibéral, imposé à la fin des années 1980. Le pays a été détruit et déchiré intentionnellement. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à analyser l'économie de la Yougoslavie et j'ai compris à quel point les conséquences étaient catastrophiques. J'ai eu accès à un document interne de la Banque mondiale qui décrivait un modèle de destruction de l'économie, en particulier du secteur industriel de la Yougoslavie en très peu de temps.

Comment ?

Plus de 600 000 personnes ont perdu leur emploi, le système social a été détruit et auparavant la Yougoslavie était un État très progressiste, bien que non aligné. Il faut que les gens comprennent cela quel problème de pauvreté cela a créé, avec le manque de soins médicaux et tout le reste...

Dans les années 1960, en tant qu'étudiant, j'ai décidé avec des collègues de ce qui est maintenant l'Université de Rotterdam de visiter le pays et d'examiner le modèle yougoslave. J'ai eu une expérience révélatrice, je suis tombé malade et je suis allé voir un médecin. Je lui ai demandé combien je lui devais pour ses services, et il a répondu - rien, nous, en Yougoslavie, fournissons des soins de santé aux personnes qui visitent notre pays. Aujourd'hui, l'État ne fournit pas toujours de soins de santé à ses propres citoyens comme auparavant. Pour utiliser la terminologie des néolibéraux, il est nécessaire de changer de régime. Mais pas en termes d'un individu, mais en termes de système, quelque chose basé sur le FMI, la Banque mondiale...

Quel est le rôle des ONG et des fondations d'entreprise ?

Plusieurs ONG, mais plus important encore des fondations d'entreprises et des philanthropes ont fourni un soutien financier aux mouvements de protestation. Cela s'est produit en Serbie. Mais en fait, il s'agit d'un processus mondial par lequel les mouvements sociaux ainsi que les politiciens sont cooptés. Ces entités philanthropiques, y compris l'Open Society Foundation, les Fondations Rockefeller et Ford, etc., qui sont des acteurs clés au sein de l'établissement financier

L'un des principaux mouvements de ce type était « Occupy Wall Street », et il a été financé par Wall Street.

Les personnes qui participent aux manifestations ne savent pas qui les finance. De nombreuses organisations progressistes, y compris le Forum social mondial, sont financées par Wall Street. Cette pratique a commencé au Brésil en 2000, et cette organisation, à savoir le FSF, a été financée par la Fondation Ford. Nous pourrions l'appeler « dissidence fabriquée », contrairement au concept d'Edward Herman et Noam Chomsky, qui s'intitule **consentement fabriqué**. Ceux qui financent ces manifestations les contrôlent, et toute tentative d'enquête entraîne une censure. Comment peut-on mener un mouvement de protestation contre Wall Street et demander ensuite à Wall Street de payer ses frais de déplacement ?

La situation dans notre région ne s'est pas complètement apaisée, même près de trois décennies après les guerres des années 1990. Le récent verdict prononcé par les autorités bosniaques de Sarajevo

à l'encontre du président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, est un exemple de la nouvelle escalade des tensions. Quels sont les éléments que vous considérez comme cruciaux pour la sécurité de la région ?

Je ne peux pas répondre à cette question sans dire que votre pays est sous « occupation néolibérale » depuis le début des années 2000. C'est une guerre économique contre la Serbie.

L'objectif était d'appauvrir et de privatiser, et les origines de cette stratégie remontent à la fin des années 1980.

Et la croissance du PIB émane de la privatisation et de l'investissement étranger. Un débat est nécessaire sur la façon de modifier ce modèle économique. Mais ce n'est pas une tâche facile, car les créanciers étrangers qui mènent ces politiques néolibérales sont impliqués dans la manipulation du mouvement de protestation ainsi que du gouvernement.

Peu importe l'ampleur des protestations, ces manifestants devraient comprendre leur histoire. Je ne peux pas commenter la politique intérieure, mais je pense que la condition préalable au développement de la Serbie est le fait que vous partez maintenant de zéro. Votre pays a été complètement et délibérément détruit.

Pensez-vous que ceux qui ont détruit la Serbie créent également des tensions dans la région ?

Oui, c'est le mécanisme, une fois que vous commencez à introduire un programme néolibéral, tout est basé sur le rôle insidieux des créanciers qui ont détruit votre pays.

Cela affecte la politique monétaire et la politique sociale. Le pays est toujours sous cette influence.

Je suis sûr que le président Vučić comprend cette logique et s'en préoccupe. La déclaration qu'il a faite plus tôt sur la situation en Ukraine est également très importante. Et lorsqu'il s'agit du mouvement de protestation, il n'est pas nécessaire de s'adresser à des personnalités individuelles du système politique serbe dans cette situation. Mais cet acte de guerre contre la Yougoslavie a conduit à l'État d'après-guerre. Et il a mis en place des mécanismes de contrôle. Le peuple serbe doit comprendre ce qui se passe et ne pas permettre aux ONG de travailler contre le pays. Le dernier quart de siècle a été l'après-guerre pour la Serbie et la question n'est pas de savoir qui a mené la guerre sur le terrain, mais qui contrôle et qui a tiré les ficelles, et ils sont toujours là aujourd'hui. Vous ne pouvez pas restaurer la Yougoslavie, mais peut-être pouvez-vous récupérer la Serbie sur le modèle qui existait avant les années 1980. En d'autres termes, il y a eu la Seconde Guerre mondiale, et les Serbes ont également eu la Troisième Guerre mondiale.

Les tensions ne se calment pas au Kosovo et à Metohija, où le régime de Pristina d'Albin Kurti affronte quotidiennement le peuple serbe. Il le fait depuis les élections du 9 février. Est-ce difficile à imaginer sans le soutien de certains facteurs internationaux

puissants ?

Image à droite : Madeleine Albright et le leader du KLA Hashim Thaci



Ce territoire n'est pas un État souverain, c'est une province de Serbie. Il était occupé par le général **Michael Jackson** nommé par le KFOR de l'OTAN, qui a un casier judiciaire au Royaume-Uni.

Il était dirigé par l'ancien dirigeant du KLA [Armée de libération du Kosovo] Hashim Thaci, qui est ensuite devenu premier ministre et président du Kosovo.

Thaci a un casier judiciaire, il était impliqué dans le trafic de drogue. Il aurait dû l'être Et ce n'est qu'après 20 ans qu'il a été envoyé à La Haye pour des crimes commis dans les années 1990.

Je pense que c'est l'occasion, surtout sous Trump, de soulever la question de la fermeture de la base militaire U.S. Bond Steel. Il s'agit essentiellement d'une base américaine. Trump veut réduire les dépenses militaires, et c'est une grande base militaire, coûteuse à entretenir.

Le problème est que l'Occident a donné à Pristina une force de police, et même une fausse armée. Ils constituent une menace pour la sécurité, et resteront-ils sur le terrain ?

Ce faux gouvernement devrait être aboli. Il n'est pas impossible de les abolir. Il est également nécessaire de souligner que les Albanais du Kosovo ont été victimes de crimes américains. L'antagonisme a été créé. Cela ne fait pas référence à l'époque de la Yougoslavie, mais aux droits de l'État serbe auquel appartient la province. C'est également au Kosovo que les bombardements ont été les plus importants en 1999. Il est difficile pour certains futurs représentants du Kosovo de l'admettre, mais c'est nécessaire. Admettre des faits, tels que le fait que de nombreux enfants du Kosovo ont eu un cancer après les bombardements, ou que les débuts de ce qu'on appelle le Kosovo en tant qu'État sont clairement basés sur la criminalité.

Les États-Unis ont détruit le patrimoine culturel des pays dans lesquels ils ont combattu.

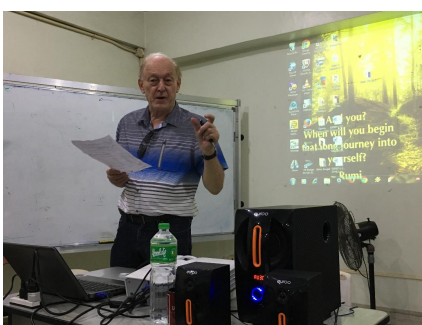
Cinq ans après l'agression de l'OTAN au Kosovo et à Metohija, un pogrom s'est produit, dont le 21e anniversaire est le 17 mars. Dans quelle mesure pensez-vous que le public occidental est conscient de ces événements et du fait que les Serbes sont toujours confrontés à des menaces constantes deux décennies plus tard ?

Je peux dire d'après le travail que j'ai fait dans plusieurs pays que les États-Uniens ont attaqué le patrimoine culturel dans les pays où ils se sont battus. Ils l'ont fait en Irak, en Syrie et même en Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et c'est un moyen d'effacer l'identité de ce peuple et de cet État, et c'est un crime contre l'humanité. Si vous le regardez du point de vue du droit international, c'est un crime de guerre, il est dirigé contre les civils, pas contre une base militaire. Le problème est que l'opinion publique occidentale n'est pas suffisamment informée sur l'histoire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, 90 % de Varsovie a été détruite, puis les villes d'Allemagne également. Bien que les Allemands aient détruit Varsovie, l'idéologie est la même. Ce qui est intéressant, c'est qu'en Pologne, tout a été reconstruit, sur la base des plans qu'ils avaient, quelque chose de similaire s'est produit à Berlin, Dresde, ils avaient des plans et des photographies précis. La reconstruction des monuments détruits est très importante, et les Serbes sont présents au Kosovo depuis le Moyen Âge.

Lien vers l'article original:

[NATO's First War against Yugoslavia. No War, No NATO. : Prof. Michel Chossudovsky](#) Article en anglais publié le 25 mars 2025

Traduit par Maya pour [Mondialisation.ca](#)



À propos de l'auteur

[Michel Chossudovsky](#) est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM), Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Il a entrepris des recherches sur le terrain en Amérique latine, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et dans le Pacifique et a beaucoup écrit sur les économies des pays en développement en mettant l'accent sur la pauvreté et les inégalités sociales. Il a également entrepris des recherches en économie de la santé (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPA), FNUAP, ACDI, OMS,

gouvernement du Venezuela, John Hopkins [International Journal of Health Services](#) (1979, 1983)

Il est l'auteur de douze livres dont *The Globalization of Poverty* et *The New World Order* (2003) – [La mondialisation de la pauvreté](#), *America's « War on Terrorism »* (2005) – [Guerre et Mondialisation](#), *The Globalization of War*, *America's Long War against Humanity* (2015).

Il collabore à l'Encyclopédie Britannica. Ses écrits ont été publiés dans plus de vingt langues. En 2014, il a reçu la médaille d'or du mérite de la République de Serbie pour ses écrits sur la guerre d'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. On peut le joindre à crgeditor@yahoo.com

Voir en anglais : [Michel Chossudovsky, Notice biographique](#)

[Articles de Michel Chossudovsky sur Global Research](#)

Articles en français de [Michel Chossudovsky sur Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#) et [Nikola Belic](#), Mondialisation.ca, 2025

Articles Par : **Prof Michel Chossudovsky** et **Nikola Belic**

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty* and *The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis*, *The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War*, *America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal

for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca